

Soutien aux enfants

Statistiques de l'année 2014



Rédaction et traitement informatique

Chantale Thibault

Mise en page

Nathalie Cloutier

Coordination

Nathalie Madore

Production

Direction des communications

Date de parution

Septembre 2015

Il est possible d'obtenir, sur demande, d'autres données ne paraissant pas dans la présente publication. Ce document est disponible sur le site Web de la Régie : www.rrq.gouv.qc.ca.

Le contenu de cette publication peut être reproduit en tout ou en partie, à condition que la source soit mentionnée.

Pour tout renseignement, commentaire ou suggestion, s'adresser à :

Direction de la statistique et de l'analyse quantitative

Régie des rentes du Québec

Case postale 5200

Québec (Québec) G1K 7S9

statistiques@rrq.gouv.qc.ca

Dépôt légal

3^e trimestre 2015

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN

978-2-550-73415-4 (PDF)

© Régie des rentes du Québec, 2015

Avant-propos

La Régie des rentes du Québec vous présente sa plus récente publication annuelle sur le Soutien aux enfants : *Soutien aux enfants – Statistiques de l'année 2014*. La publication se divise en quatre parties. La première trace l'évolution historique des programmes d'aide aux familles depuis l'implantation du premier programme en 1961 jusqu'au crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE), qu'on appelle maintenant Soutien aux enfants. Les deux suivantes dressent respectivement le portrait des bénéficiaires du paiement de Soutien aux enfants (PSE) et du supplément pour enfant handicapé (SEH). Encore une fois cette année, la quatrième partie offre un complément d'information qui répond aux questions souvent posées sur le Soutien aux enfants selon les régions. Elle présente le nombre de familles bénéficiaires et d'enfants inscrits ainsi que les sommes totales versées dans les 17 régions administratives du Québec et les 104 municipalités régionales de comté (MRC) ou territoires équivalant à des MRC.

Le document *Soutien aux enfants – Statistiques de l'année 2014* offre au lecteur un outil d'analyse complet et détaillé afin qu'il connaisse mieux les caractéristiques des familles et des enfants qui bénéficient d'une aide financière directe au Québec. La publication est aussi disponible sur le site Web de la Régie.

Nathalie Madore

La directrice de la statistique et de l'analyse quantitative

Table des matières

Principales définitions	7
Production des statistiques	8
Évolution historique des programmes et des bénéficiaires	9
Le paiement de Soutien aux enfants.....	22
Le supplément pour enfant handicapé.....	28
Statistiques régionales	32

Liste des tableaux

Tableau 1	Montants semestriels de l'allocation familiale, selon le rang et l'âge de l'enfant, d'avril 1967 à décembre 1973	9
Tableau 2	Montants mensuels de l'allocation familiale, de janvier 1974 à août 1997	10
Tableau 3	Montant mensuel de l'allocation pour enfant handicapé, de mai 1980 à décembre 2004	11
Tableau 4	Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation à la naissance, de mai 1988 à décembre 2002	12
Tableau 5	Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation pour jeune enfant, de janvier 1989 à août 1997	13
Tableau 6	Paramètres des prestations familiales, de septembre 1997 à décembre 2004.....	13
Tableau 7	Paramètres du PSE, de 2005 à 2015	15
Tableau 8	Exemples de montants annuels du PSE, selon le revenu et la situation familiale – 2014	15
Tableau 9	Montants mensuels et annuels du SEH, de 2005 à 2015.....	17
Tableau 10	Nombre de familles bénéficiaires et d'enfants, et sommes versées, par type d'allocation, de 1974 à 2014	19
Tableau 11	Évolution du nombre d'enfants, selon le sexe, et nombre moyen d'enfants par famille, de 1974 à 2014	20
Tableau 12	Évolution quinquennale du nombre d'enfants dont la famille reçoit l'allocation de base, selon l'âge de l'enfant, de 1975 à 2014.....	21
Tableau 13	Évolution quinquennale du nombre de familles bénéficiaires de l'allocation de base, selon le nombre d'enfants dans la famille, de 1975 à 2014	21
Tableau 14	Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2014.....	22
Tableau 15	Moyenne mensuelle du PSE, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2014	23
Tableau 16	Familles bénéficiaires du PSE et revenu annuel moyen, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2014	24
Tableau 17	Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale, l'âge du bénéficiaire et son sexe, décembre 2014	25
Tableau 18	Proportion de familles bénéficiaires du PSE qui ont choisi le dépôt direct et le paiement mensuel, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2014.....	26
Tableau 19	Enfants donnant droit au PSE, selon l'âge et le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2014	27
Tableau 20	Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2014	28
Tableau 21	Familles bénéficiaires du SEH, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2014.....	30
Tableau 22	Répartition des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap et l'âge de l'enfant, décembre 2014	31
Tableau 23	Répartition régionale des bénéficiaires en décembre 2012 et des sommes totales versées en 2014.....	32

Tableau 24	Répartition régionale des bénéficiaires du SAE, selon le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2014	32
Tableau 25	Répartition régionale des bénéficiaires du PSE, selon l'âge des enfants, décembre 2014	33
Tableau 26	Répartition régionale des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap, décembre 2014	34
Tableau 27	Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2014 et des sommes totales versées en 2014	35

Liste des graphiques

Graphique 1	Structure du programme – Illustration du PSE versé, selon le revenu et la situation familiale en 2014	16
Graphique 2	Structure du programme – Illustration du PSE versé, selon le revenu et le nombre d'enfants dans la famille en 2014	16

Légende des tableaux

n. d.	données non disponibles	K\$	millier de dollars	s. o.	sans objet
–	zéro ou néant	M\$	million de dollars		

Principales définitions

Âge

Âge de l'enfant au 31 décembre de l'année.

Bénéficiaire

Personne qui reçoit le paiement de Soutien aux enfants (PSE) ou le supplément pour enfant handicapé (SEH). Il s'agit de la personne qui assume principalement la charge des soins et de l'éducation de l'enfant, et qui vit habituellement avec lui. Ce droit est reconnu à une seule personne par famille. En cas de garde partagée, les deux parents sont déclarés bénéficiaires¹.

Enfant

Personne qui est âgée de moins de 18 ans et qui n'est pas un conjoint à charge au sens fiscal.

Enfant handicapé

Enfant ayant une déficience ou un trouble du développement qui le limite de façon importante dans ses activités de la vie quotidienne et dont la durée prévisible est d'au moins un an. Les activités de la vie quotidienne sont celles qu'un enfant accomplit, d'après son âge, pour prendre soin de lui-même et participer à la vie sociale. Il s'agit notamment des gestes pour se nourrir, se mouvoir, se vêtir, communiquer, apprendre, se rendre aux lieux de fréquentation nécessaire et s'y déplacer.

Famille bénéficiaire

Famille qui compte au moins un enfant pour lequel un paiement de Soutien aux enfants (PSE) a été effectué pour un mois donné.

Région

Endroit où réside le bénéficiaire. Sont considérées comme régions les 17 régions administratives du Québec. La catégorie « Hors du Québec » correspond aux autres provinces canadiennes et aux pays étrangers.

Revenu familial

Somme du revenu du bénéficiaire et de celui de son conjoint pour une année. Le revenu pris en compte dans le calcul du PSE est le revenu net au sens de la *Loi sur les impôts*. Puisque l'année du PSE s'échelonne de juillet à juin, le revenu utilisé pour le calcul du paiement des six premiers mois de l'année civile diffère de celui des six derniers mois. Ainsi, c'est le revenu net de 2012 qui a servi à établir le montant du paiement des mois de janvier à juin 2014 et celui de 2013 qui a servi au calcul du paiement des mois de juillet à décembre 2014.

Situation familiale

Structure de la famille. Celle-ci est dite *biparentale* si le bénéficiaire a un conjoint et *monoparentale* s'il n'en a pas.

Sommes versées

Ensemble des versements faits aux bénéficiaires pour une période donnée. Dans le calcul des débours, il est tenu compte des paiements rétroactifs, annulés et compensés à même les paiements du Soutien aux enfants. Il y a compensation lorsque le bénéficiaire a une dette envers la Régie des rentes du Québec. Le total des sommes versées est rajusté de façon à rendre compte des états financiers de la Régie.

¹ Cette nouvelle disposition législative est entrée en vigueur en janvier 2007.

Production des statistiques

Les statistiques sur les prestations familiales et sur le Soutien aux enfants proviennent des fichiers administratifs de la Régie. Ces derniers sont constitués et mis à jour à l'aide des renseignements que les parents fournissent au Directeur de l'état civil qui, à son tour, les fait parvenir à la Régie des rentes du Québec, ainsi que des renseignements transmis par Revenu Québec.

En général, les enfants sont inscrits dans les trois mois qui suivent leur naissance. Les statistiques officielles du mois de décembre d'une année sont donc compilées au 31 mars de l'année suivante. À cette date, 99 % des enfants dont les parents avaient droit à une aide en décembre sont inscrits.

Les statistiques sont révisées pour l'année antérieure et il est possible de tenir compte rétroactivement des enfants non inscrits. Les écarts observables entre les tableaux historiques de cette publication et ceux des publications antérieures s'expliquent ainsi.

Le fichier administratif des enfants handicapés est constitué à l'aide des renseignements recueillis par la Régie. Sa mise à jour est faite principalement au moyen de l'information obtenue directement des parents, lors d'un changement concernant le handicap de l'enfant par exemple.

La Régie peut payer rétroactivement le SEH pour une période pouvant remonter jusqu'à 11 mois avant la date de la demande si l'enfant y avait droit à ce moment. Il en est de même pour le PSE, mais la proportion d'enfants handicapés qui sont inscrits rétroactivement est beaucoup plus grande. En effet, selon le handicap de l'enfant ou la réaction des parents, un laps de temps plus ou moins long peut s'écouler avant que la demande de supplément ne soit faite. De plus, d'autres délais sont nécessaires pour que la Régie puisse évaluer si l'enfant remplit ou non les conditions d'attribution. Il y a donc toujours possibilité qu'un enfant soit inscrit pour l'année précédente.

La proportion d'enfants handicapés non inscrits lors de la production des statistiques d'une année se situe autour de 10 %. Il est donc essentiel de faire une révision des statistiques des années antérieures. Cette révision se fait pendant deux ans. Pour assurer l'uniformité dans les séries chronologiques présentées, les statistiques qui figurent dans les tableaux historiques sont donc des projections de la situation à terme pour les deux dernières années ainsi que pour l'année en cours.

L'introduction des versements simultanés en janvier 2007 pour les enfants en garde partagée influence la présentation des tableaux statistiques. Prenons l'exemple de deux parents se partageant la garde de leur enfant. À des fins statistiques, cette situation fait qu'un demi-enfant sera compté dans chacune des deux familles. Dans les tableaux statistiques, les demi-enfants sont arrondis à l'unité près et cela fait en sorte que la somme des données individuelles des enfants ne correspond pas toujours au total.

Évolution historique des programmes et des bénéficiaires

1961-1973 – L'allocation scolaire

C'est en septembre 1961, au moment de l'entrée en vigueur de la *Loi des allocations scolaires*, que le gouvernement du Québec verse les premières prestations aux parents qui ont des enfants à charge. Il accorde alors une allocation de 10 \$ par mois pour les adolescents de 16 et de 17 ans qui fréquentent l'école et sont domiciliés au Québec. Les parents d'adolescents qui souffrent d'une incapacité physique ou mentale peuvent aussi bénéficier de cette allocation.

L'allocation est versée mensuellement, sauf en juillet, en août et en septembre, où elle est retenue pour être versée rétroactivement en octobre sur preuve de fréquentation scolaire. Elle complète le régime d'allocations familiales du gouvernement fédéral, qui prévoit le versement d'une prestation pour tout enfant à charge de moins de 16 ans.

L'allocation scolaire passe de 10 \$ à 12 \$ par mois en octobre 1973. Elle est cependant abolie en janvier 1974 en raison de l'instauration d'un nouveau programme.

1967-1973 – L'allocation familiale

En avril 1967, le Québec crée son propre programme d'allocations familiales et commence à verser une allocation semestrielle à toute famille domiciliée au Québec qui a à sa charge un enfant de moins de 16 ans. Le montant des prestations est augmenté en fonction du rang de l'enfant dans la famille, pour aider les familles nombreuses.

Le montant semestriel de ces allocations varie de 15 \$ pour un enfant à 142,50 \$ pour six enfants. Chacun des enfants additionnels donne droit à une majoration de 35 \$. Une allocation supplémentaire de 5 \$ est versée pour chaque enfant âgé de 12 à 15 ans.

Tableau 1 Montants semestriels de l'allocation familiale, selon le rang et l'âge de l'enfant, d'avril 1967 à décembre 1973

	Montants semestriels					
	1 ^{er} \$	2 ^e \$	3 ^e \$	4 ^e \$	5 ^e \$	6 ^e et + \$
0-11 ans	15,00	17,50	20,00	25,00	30,00	35
12-15 ans	20,00	22,50	25,00	30,00	35,00	40,00

1974-1997 – Le Régime des allocations familiales du Québec

En janvier 1974, un nouveau programme, appelé *Régime des allocations familiales du Québec*, entre en vigueur. Il remplace les allocations scolaires de 1961 et l'allocation familiale de 1967. Ce régime prévoit le versement d'une allocation mensuelle à la mère de tout enfant célibataire de moins de 18 ans qui est réputé avoir sa résidence principale au Québec. À défaut de la mère, l'allocation est accordée au père de cet enfant ou, s'il y consent, à sa conjointe. À défaut de la mère et du père, et sauf disposition contraire aux règlements, l'allocation est accordée à la personne qui subvient aux besoins de l'enfant. En 1979, l'application d'une disposition de la *Loi sur la refonte des lois et des règlements* entraîne la modification de l'appellation *Régime des allocations familiales du Québec*, qui devient *Loi sur les allocations familiales*.

Le 1^{er} mai 1977, l'allocation versée par le Québec pour chaque enfant est augmentée de 27 %. Essentiellement, cette mesure concrétise une décision annoncée par le ministre des Finances dans le discours du budget, à savoir la redistribution par les allocations familiales d'une somme de 30 millions de dollars provenant d'une taxe de vente sur les vêtements d'enfants.

1980-2004 – L'allocation pour enfant handicapé

À partir du 1^{er} janvier 1980, la Loi prévoit l'ajout d'une allocation pour tout enfant atteint d'une déficience significative et permanente sur le plan moteur, visuel, auditif ou mental et dont la condition nécessite la mise en place de mesures spécialisées en matière de réadaptation et de scolarisation. Le montant de l'allocation pour enfant handicapé est alors fixé à 60 \$ par mois. Les objectifs de cette allocation sont d'encourager la garde à domicile de l'enfant handicapé et d'alléger le fardeau financier qui incombe aux parents en raison des soins qu'exige un tel enfant. Cette allocation est payable à la personne qui reçoit l'allocation familiale et pourvoit aux besoins de l'enfant.

Tableau 2 Montants mensuels de l'allocation familiale, de janvier 1974 à août 1997

Année	Montants mensuels			
	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant \$	4 ^e enfant et suivants \$
1974	3,00	4,00	5,00	6,00
1975	3,31	4,42	5,52	6,62
1976	3,68	4,92	6,14	7,36
1977	3,98	5,32	6,64	7,96
1977 (mai)	5,05	6,76	8,43	10,11
1978	5,43	7,27	9,06	10,87
1979	5,92	7,92	9,88	11,85
1980	6,45	8,63	10,77	12,92
1981	7,09	9,48	11,84	14,20
1982	7,09	9,48	11,84	14,20
1983	7,52	10,05	12,55	15,05
1984	7,90	10,55	13,18	15,80
1985	7,90	10,55	13,18	15,80
1986	8,22	10,97	13,71	16,43
1987	8,56	11,42	14,27	17,10
1988	8,94	11,92	14,90	17,85
1989	9,31	12,41	15,51	18,58
1990	9,77	13,02	16,27	19,49
1991	10,24	13,64	17,05	20,43
1992	10,70	14,25	17,82	21,35
1993 à 1997	10,91	14,54	18,18	21,78

En janvier 1982, une modification au *Règlement sur l'allocation pour enfant handicapé* introduit deux nouvelles catégories d'enfants handicapés : l'enfant atteint d'une psychopathie comme l'autisme et l'enfant atteint d'une maladie chronique, notamment l'épilepsie sévère, la fibrose kystique ou l'insuffisance rénale. Le Règlement modifié par la même occasion la définition de *handicap auditif*.

À partir de mai 1988, l'allocation pour enfant handicapé, qui auparavant n'était versée qu'à compter du mois de la réception de la demande, peut être accordée pour une période pouvant remonter jusqu'à 11 mois avant la date de la demande.

En février 2000, une révision complète du *Règlement sur l'allocation pour enfant handicapé* redéfinit l'enfant handicapé comme celui ayant une déficience ou un trouble du développement qui le limite de façon importante dans ses activités de la vie quotidienne et dont la durée prévisible est d'au moins un an. La notion de permanence est donc abandonnée ainsi que l'obligation de mettre en place des mesures spécialisées. Le Règlement précise maintenant, pour 16 catégories de handicaps, les cas présumés de handicap important, les autres cas étant analysés selon d'autres critères.

Tableau 3 Montant mensuel de l'allocation pour enfant handicapé, de mai 1980 à décembre 2004

Année	Montant mensuel \$
1980	60,00
1981	65,94
1982	74,05
1983	82,34
1984	86,46
1985	86,46
1986	89,92
1987	93,61
1988	97,73
1989	101,74
1990	106,73
1991	111,85
1992	116,88
1993 à 2004	119,22

1988-2002 – L'allocation à la naissance

Le 1^{er} mai 1988, une nouvelle allocation s'ajoute à l'allocation familiale de base : l'allocation à la naissance. Elle consiste en un paiement forfaitaire de 500 \$ pour la naissance d'un premier ou d'un deuxième enfant d'une famille et en une allocation trimestrielle de 375 \$ payable jusqu'à l'âge de 2 ans pour la naissance d'un troisième enfant ou de tout enfant additionnel. L'adoption donne également droit à cette allocation si l'enfant est placé dans la famille avant l'âge de 2 ans.

Le 1^{er} mai 1989, une nouvelle disposition prévoit le versement d'une somme additionnelle de 500 \$ pour le deuxième enfant à son premier anniversaire de naissance ou d'adoption s'il a été adopté avant l'âge de 2 ans. L'allocation à la naissance pour le troisième enfant et chaque enfant additionnel est prolongée jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de 3 ans. L'allocation maximale passe ainsi de 3 000 \$ à 4 500 \$. Le versement de l'allocation est de nouveau prolongé jusqu'à l'âge de 4 ans en 1990, puis jusqu'à 5 ans en 1991, pour un maximum de 7 500 \$. En mai 1992, l'allocation trimestrielle passe de 375 \$ à 400 \$ pour un maximum de 8 000 \$ en 5 ans. Au même moment, les conditions d'attribution des allocations de 500 \$ et de 1 000 \$ en cas d'adoption sont assouplies. Tous les parents qui adoptent un premier ou un deuxième enfant peuvent alors bénéficier de ces prestations s'ils ont pris l'enfant en charge avant l'âge de 5 ans.

En décembre 1993, des modifications sont apportées aux conditions d'attribution des allocations pour un deuxième enfant ou un enfant additionnel. Ainsi, à partir de cette date, si un enfant change de rang dans la famille à la suite du décès d'un aîné ou s'il décède lui-même pendant la période de deux mois qui précède la date prévue du versement d'une allocation (deuxième versement de 500 \$ ou versement trimestriel), la famille conserve son droit à ce versement.

L'allocation à la naissance est abolie en septembre 1997 lors de l'entrée en vigueur de la *Loi sur les prestations familiales*. Cependant, le droit à l'allocation est maintenu pour tout enfant né avant le 1^{er} octobre 1997 et ce, jusqu'à son cinquième anniversaire. Les derniers paiements d'allocation à la naissance ont été faits pour le trimestre qui a débuté en juillet 2002.

Tableau 4 Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation à la naissance, de mai 1988 à décembre 2002

Année	Nombre de familles ³	Nombre d'enfants ³	Sommes versées K\$	Montants annuels			
				1 ^{er} enfant	2 ^e enfant	3 ^e enfant et suivants	
				\$	\$	Par trimestre et par enfant \$	Maximum par enfant \$
1988 ¹	74 350	76 384	47 688,7	500	500	375	3 000
1989	136 329	141 473	100 454,8	500	1 000	375	4 500
1990	166 563	175 933	136 082,8	500	1 000	375	6 000
1991	181 045	194 165	162 946,8	500	1 000	375	7 500
1992	185 112	199 801	177 168,8	500	1 000	400	8 000
1993	185 172	200 566	182 326,1	500	1 000	400	8 000
1994	184 520	200 490	186 361,5	500	1 000	400	8 000
1995	182 534	198 771	184 107,4	500	1 000	400	8 000
1996	177 556	193 573	189 461,0	500	1 000	400	8 000
1997 ²	162 218	177 184	177 309,5	500	1 000	400	8 000
1998	89 545	98 739	119 618,3	-	-	-	-
1999	52 040	57 210	80 139,3	-	-	-	-
2000	37 553	39 817	53 106,4	-	-	-	-
2001	25 233	25 966	28 124,9	-	-	-	-
2002	10 450	10 574	5 912,5	-	-	-	-

1. Mesure instaurée en mai 1988.

2. Mesure abrogée en septembre 1997 avec maintien des droits acquis.

3. Données de décembre.

1989-1997 – L'allocation pour jeune enfant

En janvier 1989, une nouvelle allocation est accordée pour tout enfant âgé de moins de six ans. Il s'agit de l'allocation pour jeune enfant. Elle remplace l'allocation de disponibilité instaurée en 1981 et administrée par le ministère du Revenu. Cette dernière était versée annuellement à toute personne bénéficiaire d'allocations familiales ayant à sa charge un ou plusieurs enfants de moins de six ans et qui en faisait la demande en produisant une déclaration de revenus.

Au moment où l'allocation de disponibilité a été versée pour la première fois, une famille avait droit à 300 \$ pour le premier enfant de moins de 6 ans, à 200 \$ pour le deuxième enfant et à 100 \$ pour chacun des enfants suivants. En 1988, la dernière année où l'allocation de disponibilité a été versée, les sommes auxquelles une famille avait droit étaient réparties de la façon suivante : 100 \$ pour le premier enfant de moins de 6 ans, 200 \$ pour le deuxième et 500 \$ pour chacun des enfants suivants.

L'allocation pour jeune enfant consiste en une prestation mensuelle pour tout enfant de moins de six ans qui donne droit à l'allocation familiale. Le montant de la prestation est déterminé d'après le rang que l'enfant occupe dans la famille parmi tous les enfants de moins de 18 ans et non plus seulement parmi les enfants de moins de 6 ans. Les sommes sont versées sous forme de supplément à l'allocation familiale mensuelle. Le premier enfant donne droit à 8,34 \$ par mois, soit 100 \$ par année; le deuxième, à 16,67 \$, soit 200 \$ par année, et chaque enfant additionnel de moins de 6 ans, à 41,67 \$, soit 500 \$ par année.

Toujours en 1989, la *Loi sur les allocations familiales* devient la *Loi sur les allocations d'aide aux familles*. Ainsi, le nom de la nouvelle loi inclut les quatre catégories d'aide offertes, soit l'allocation familiale, l'allocation pour enfant handicapé, l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant.

Tableau 5 Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation pour jeune enfant, de janvier 1989 à août 1997

Année	Nombre de familles ²	Nombre d'enfants ²	Sommes versées K\$	Montants mensuels		
				1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant et suivants \$
1989	396 747	520 655	106 067,5	8,34	16,67	41,67
1990	401 048	530 413	111 301,7	8,75	17,49	43,71
1991	406 379	541 988	118 165,5	9,17	18,33	45,81
1992	411 353	553 420	126 167,2	9,58	19,15	47,87
1993	415 510	562 097	132 437,7	9,77	19,53	48,83
1994	417 348	565 439	135 321,5	9,77	19,53	48,83
1995	415 118	561 238	136 191,3	9,77	19,53	48,83
1996	405 864	546 111	135 939,0	9,77	19,53	48,83
1997 ¹	-	-	93 322,3	9,77	19,53	48,83

1. Mesure abrogée en septembre 1997.

2. Données de décembre.

Tableau 6 Paramètres des prestations familiales, de septembre 1997 à décembre 2004

	Allocation annuelle maximale			Seuils de réduction			Taux de réduction			Allocation annuelle minimale ²		
	1 ^{er} enfant ¹ \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant et suivants \$	1 ^{er} seuil \$	2 ^e seuil \$	3 ^e seuil \$	1 ^{er} taux %	2 ^e taux %	3 ^e taux %	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant et suivants \$
Famille biparentale												
Septembre 1997	975	975	398	21 825	25 921	-	30	50	-	131	174	398
Juillet 1998	975	975	975	21 825	25 921	-	30	50	-	131	174	975
Août 1999	795	795	795	21 825	-	-	25	-	-	131	174	975
Août 2000 à décembre 2004	625	625	625	21 825	-	-	25	-	-	80	80	975
Famille monoparentale												
Septembre 1997	2 275	975	398	15 332	20 921	25 921	50	30	50	131	174	398
Juillet 1998	2 275	975	975	15 332	20 921	25 921	50	30	50	131	174	975
Août 1999	2 095	795	795	15 332	20 921	-	35	25	-	131	174	975
Août 2000 à décembre 2004	1 925	625	625	15 332	21 214	-	35	25	-	80	80	975

1. Inclut le supplément de 1 300 \$ pour les familles monoparentales.

2. L'allocation annuelle minimale est réduite de 5 \$ pour chaque tranche de 100 \$ de revenu excédant 50 000 \$ (taux de réduction de 5 %).

1997-2004 – Les prestations familiales

En septembre 1997, la *Loi sur les allocations d'aide aux familles* est abolie pour faire place à la *Loi sur les prestations familiales*. Plusieurs changements sont apportés : l'allocation familiale varie désormais selon le revenu familial (allocation sélective), alors qu'elle était jusqu'à ce jour universelle; l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant sont abolies. Toutefois, les droits acquis en vertu de la *Loi sur les allocations d'aide aux familles* sont maintenus pour les enfants nés au plus tard le 30 septembre 1997. Par exemple, une famille dont le troisième enfant est né le 30 septembre 1997 conserve son droit à l'allocation à la naissance jusqu'au cinquième anniversaire de l'enfant. Pour ce qui est de l'allocation pour enfant handicapé, elle continue d'être versée en même temps que la nouvelle allocation familiale.

La nouvelle allocation familiale est déterminée en fonction de la situation familiale, du nombre d'enfants et du revenu familial net de l'année précédente. Le montant est établi pour une période de 12 mois débutant le 1^{er} juillet.

L'allocation maximale est fixée en 1997 à 975 \$ par année pour un premier enfant, à 975 \$ pour un deuxième enfant et à 398 \$ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. Les familles monoparentales ont droit à un supplément de 1 300 \$ par année. L'allocation maximale est réduite lorsque le revenu familial excède 21 825 \$ pour une famille biparentale ou 15 332 \$ pour une famille monoparentale. Les taux de réduction de l'allocation maximale sont de 50 % de 15 332 \$ à 20 921 \$³, de 30 % jusqu'à 25 921 \$⁴, puis de 50 % jusqu'à 50 000 \$. L'allocation maximale ne peut toutefois être réduite en deçà d'un certain seuil pour les familles qui ont un revenu de moins de 50 000 \$. L'allocation minimale est de 131 \$ par année pour un premier enfant, de 174 \$ pour un deuxième enfant et de 398 \$ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. Elle est réduite à un taux de 5 % jusqu'à réduction complète pour les familles qui ont un revenu de 50 000 \$ ou plus.

En raison des modifications apportées au programme d'allocation familiale en 1997, l'allocation familiale vise désormais à couvrir les besoins essentiels des enfants de moins de 18 ans des familles à faible revenu, en tenant compte de la prestation fiscale canadienne pour enfants.

La situation actuelle – Le Soutien aux enfants

Le crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE) est entré en vigueur en janvier 2005. Il fait suite au *Discours sur le budget 2004-2005*.

Le CIRSE a remplacé le programme des prestations familiales, le crédit d'impôt non remboursable pour enfant mineur à charge et la réduction d'impôt à l'égard de la famille. En 2011, le CIRSE a été renommé Soutien aux enfants. Cette mesure comprend le paiement de Soutien aux enfants (PSE) et le supplément pour enfant handicapé (SEH), et s'adresse à toutes les familles québécoises ayant des enfants âgés de moins de 18 ans.

En janvier 2007, un changement a été apporté dans le versement des prestations pour les familles ayant un ou des enfants en garde partagée. L'aide est désormais divisée en deux et versée simultanément aux deux parents qui se partagent la garde d'un ou de plusieurs enfants, alors qu'auparavant ils la recevaient en alternance tous les six mois.

Le PSE

Le PSE varie selon le revenu familial, la situation familiale et le nombre d'enfants dans la famille.

Pour l'année 2014, le montant maximal payable à une famille est obtenu par l'addition d'un crédit de 2 341 \$ pour le premier enfant, de 1 170 \$ pour chacun des deuxième et troisième enfants, et de 1 755 \$ pour chacun des enfants suivants. Un crédit de 821 \$ s'ajoute s'il s'agit d'une famille monoparentale. Ce crédit total maximal est réduit de 4 \$ pour chaque tranche de 100 \$ (taux de réduction de 4 %) de revenu familial excédant 46 699 \$ (33 944 \$ pour une famille monoparentale), jusqu'à concurrence des sommes correspondant aux anciens crédits d'impôt non remboursables pour enfants mineurs à charge, soit 657 \$ pour le premier enfant, 607 \$ pour chacun des autres enfants et un supplément de 328 \$ pour une famille monoparentale.

3. Le seuil étant fixé à 21 825 \$ pour les familles biparentales, l'allocation commence à être réduite à un taux de 30 %.

4. Le seuil de 25 921 \$ augmente de 1 231 \$ par enfant pour les familles de quatre enfants ou plus.

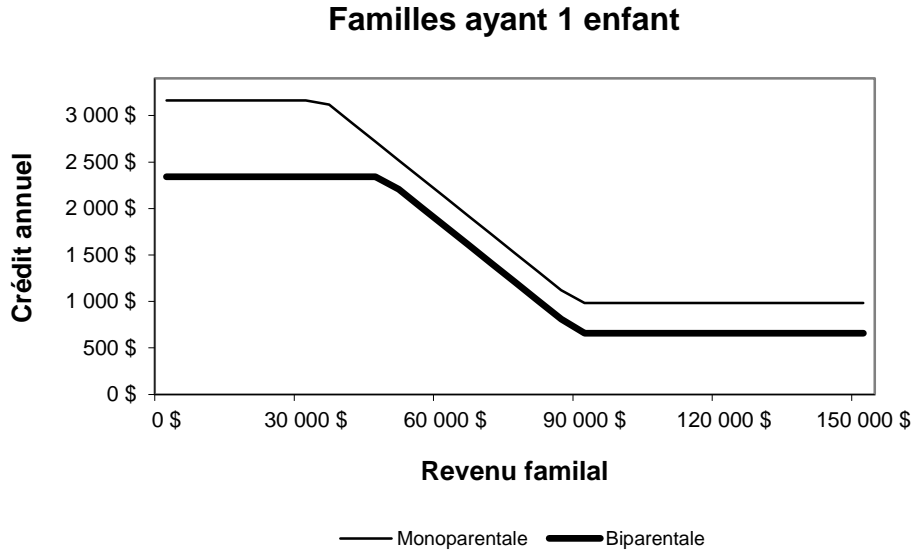
Tableau 7 Paramètres du PSE, de 2005 à 2015

Année	Maximum par année					Minimum par année			Seuils de réduction		Taux de réduction %
	Suppl. mono-parental \$	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant \$	4 ^e enfant et + \$	Suppl. mono-parental \$	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant et + \$	Famille biparentale \$	Famille monoparentale \$	
2005	700	2 000	1 000	1 000	1 500	280	561	517	42 800	31 600	4
2006	717	2 049	1 024	1 024	1 536	287	575	530	43 094	31 680	4
2007	732	2 091	1 045	1 045	1 567	293	587	541	43 437	31 832	4
2008	741	2 116	1 058	1 058	1 586	297	594	548	43 654	31 984	4
2009	758	2 166	1 083	1 083	1 623	304	608	561	44 599	32 696	4
2010	762	2 176	1 088	1 088	1 631	305	611	564	44 788	32 856	4
2011	772	2 204	1 102	1 102	1 652	309	619	571	44 788	32 856	4
2012	793	2 263	1 131	1 131	1 696	317	635	586	45 152	32 856	4
2013	813	2 319	1 159	1 159	1 738	325	651	601	46 251	33 608	4
2014	821	2 341	1 170	1 170	1 755	328	657	607	46 699	33 944	4
2015	830	2 366	1 182	1 182	1 774	331	664	613	47 196	34 280	4

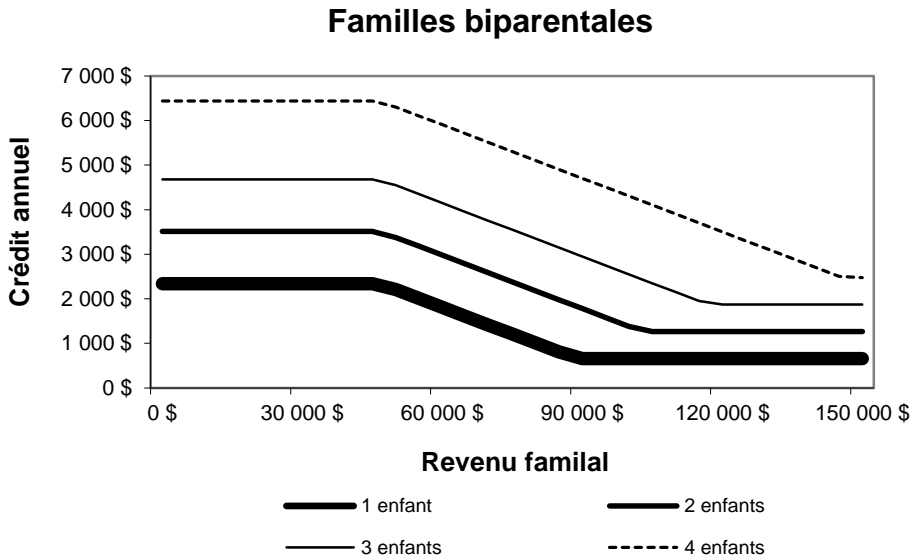
Tableau 8 Exemples de montants annuels du PSE, selon le revenu et la situation familiale – 2014

Revenu familial	Situation familiale							
	Famille biparentale				Famille monoparentale			
	1 enfant \$	2 enfants \$	3 enfants \$	4 enfants \$	1 enfant \$	2 enfants \$	3 enfants \$	4 enfants \$
Moins de 30 000 \$	2 341	3 511	4 681	6 436	3 162	4 332	5 502	7 257
30 000 \$	2 341	3 511	4 681	6 436	3 162	4 332	5 502	7 257
40 000 \$	2 341	3 511	4 681	6 436	2 920	4 090	5 260	7 015
50 000 \$	2 209	3 379	4 549	6 304	2 520	3 690	4 860	6 615
60 000 \$	1 809	2 979	4 149	5 904	2 120	3 290	4 460	6 215
70 000 \$	1 409	2 579	3 749	5 504	1 720	2 890	4 060	5 815
80 000 \$	1 009	2 179	3 349	5 104	1 320	2 490	3 660	5 415
90 000 \$	657	1 779	2 949	4 704	985	2 090	3 260	5 015
100 000 \$	657	1 379	2 549	4 304	985	1 690	2 860	4 615
125 000 \$	657	1 264	1 871	3 304	985	1 592	2 199	3 615
150 000 \$	657	1 264	1 871	2 478	985	1 592	2 199	2 806
175 000 \$	657	1 264	1 871	2 478	985	1 592	2 199	2 806
200 000 \$	657	1 264	1 871	2 478	985	1 592	2 199	2 806

Graphique 1 Structure du programme – Illustration du PSE versé, selon le revenu et la situation familiale en 2014



Graphique 2 Structure du programme – Illustration du PSE versé, selon le revenu et le nombre d'enfants dans la famille en 2014



Le SEH

Le SEH remplace l'allocation pour enfant handicapé depuis janvier 2005. Ce supplément est une somme uniforme versée aux parents de chaque enfant admissible au PSE et reconnu handicapé. L'enfant est reconnu comme tel s'il est limité de façon importante dans ses activités quotidiennes pour une période prévisible d'au moins un an.

Le SEH s'ajoute au PSE. Les parents cessent d'avoir droit au SEH lorsque l'enfant n'est plus reconnu handicapé, lorsqu'il atteint 18 ans ou lorsque la famille perd son droit au PSE.

Le SEH a été augmenté en janvier 2006 par l'intégration du crédit d'impôt non remboursable pour enfant à charge ayant une déficience. Cela fait suite au *Discours sur le budget 2005-2006*. La majoration est de 450 \$ (20 % de 2 250 \$) par année par enfant, soit 37,50 \$ par mois. Cette majoration, ajoutée à l'indexation annuelle au coût de la vie, a fait passer la valeur du supplément de 121 \$ en 2005 à 161,50 \$ en 2006.

En 2014, le montant mensuel du SEH a été augmenté à 185 \$ en raison de l'indexation.

Tableau 9 Montants mensuels et annuels du SEH, de 2005 à 2015

Année	Montant mensuel	Montant annuel
	\$	\$
2005	121,00	1 452,00
2006 ¹	161,50	1 938,00
2007	165,00	1 980,00
2008	167,00	2 004,00
2009	171,00	2 052,00
2010	172,00	2 064,00
2011	174,00	2 088,00
2012	179,00	2 148,00
2013	183,00	2 196,00
2014	185,00	2 220,00
2015	187,00	2 244,00

1. Intégration en janvier 2006 du crédit d'impôt non remboursable pour l'enfant à charge ayant une déficience.

Les dispositions administratives

Indexation annuelle

Les paramètres du Soutien aux enfants (montants minimal et maximal, suppléments pour famille monoparentale) sont indexés chaque année selon le taux d'indexation utilisé dans le régime fiscal. Le taux d'indexation pour 2014 a été de 0,97 %. Les seuils de réduction des montants maximaux sont revalorisés chaque année pour s'harmoniser avec les seuils de sortie de la prime au travail.

Mode de paiement

Le Soutien aux enfants est versé par anticipation sur une base trimestrielle en janvier, en avril, en juillet et en octobre, à moins que le bénéficiaire ne demande à le recevoir sur une base mensuelle. En décembre 2014, 27 % des familles bénéficiaires avaient opté pour le versement mensuel.

Le bénéficiaire a aussi le choix de recevoir ses paiements par la poste ou par dépôt direct dans un établissement financier. En décembre 2014, 80 % des familles bénéficiaires avaient choisi le dépôt direct.

Le Soutien aux enfants peut également être rétroactif et couvrir jusqu'à 11 mois précédant la demande. Il se termine le mois où l'enfant atteint l'âge de 18 ans, s'il a conservé son droit au paiement jusqu'à cette date. Pour que les parents aient droit au Soutien aux enfants pour un mois donné, un enfant doit satisfaire aux conditions d'attribution le dernier jour du mois en question.

Administration

L'administration du Soutien aux enfants relève de la ministre de la Famille. La Régie effectue le versement du Soutien aux enfants pour le compte du ministre du Revenu. Elle doit produire au plus tard le 30 juin de chaque année un rapport d'activité pour l'année financière précédente; la ministre de la Famille doit déposer ce rapport à l'Assemblée nationale.

Toute personne qui désire recevoir le Soutien aux enfants doit en faire la demande à la Régie suivant les modalités prévues au *Règlement sur les prestations familiales*. Jusqu'en janvier 2007, la Régie considérait qu'une demande de prestation fiscale pour enfants adressée au gouvernement fédéral équivalait à une demande de PSE. L'Agence du revenu du Canada fournissait les renseignements nécessaires à la Régie si l'enfant était réputé avoir sa résidence au Québec.

Depuis janvier 2007, les parents doivent aviser directement la Régie de tout changement à la situation familiale à l'exception d'une naissance au Québec. Dans ce cas, la déclaration au Directeur de l'état civil génère une inscription automatique à la Régie.

En ce qui concerne le SEH, une demande doit être adressée directement à la Régie.

Financement

Les sommes requises pour le Soutien aux enfants sont prises à même les recettes fiscales perçues en vertu de la *Loi sur les impôts*.

Imposition du Soutien aux enfants

Les sommes reçues pour le PSE et le SEH sont par définition non imposables, puisqu'elles constituent un crédit d'impôt remboursable.

Tableau 10 Nombre de familles bénéficiaires et d'enfants, et sommes versées, par type d'allocation, de 1974 à 2014

Année	Allocation familiale (AF)			Allocation pour enfant handicapé (AEH)			Sous-total (AF+AEH)	Total des sommes versées K\$	Moyenne par famille \$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées K\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées K\$	Sommes versées K\$		
1974	922 459	1 985 309	92 292,4	s. o.	s. o.	s. o.	92 292,4	92 292,4	100
1975	942 155	1 972 520	100 990,9	s. o.	s. o.	s. o.	100 990,9	100 990,9	107
1976	955 683	1 937 200	110 427,4	s. o.	s. o.	s. o.	110 427,4	110 427,4	116
1977	958 269	1 885 747	135 568,3	s. o.	s. o.	s. o.	135 568,3	135 568,3	141
1978	959 894	1 839 932	151 423,8	s. o.	s. o.	s. o.	151 423,8	151 423,8	158
1979	961 376	1 800 895	159 400,2	s. o.	s. o.	s. o.	159 400,2	159 400,2	166
1980	961 545	1 765 643	168 749,4	4 817 ¹	4 966	3 879,3	172 628,7	172 628,7	180
1981	958 913	1 732 854	180 510,1	5 723	5 910	5 621,6	186 131,7	186 131,7	194
1982	953 149	1 697 645	176 069,6	9 302	9 625	8 082,5	184 152,1	184 152,1	193
1983	943 799	1 665 811	181 717,9	10 655	11 025	10 841,4	192 559,3	192 559,3	204
1984	937 897	1 645 424	187 328,6	12 097	12 516	13 009,9	200 338,5	200 338,5	214
1985	936 000	1 633 761	185 107,1	13 724	14 208	14 537,9	199 645,0	199 645,0	213
1986	935 821	1 625 412	191 203,7	14 974	15 548	17 079,6	208 283,3	208 283,3	223
1987	934 894	1 616 961	197 653,7	16 284	16 924	19 057,1	216 710,8	216 710,8	232
1988	938 908	1 619 106	205 179,6	20 168	21 064	21 646,4	226 826,0	274 514,7²	292
1989	943 045	1 624 738	213 726,6	22 426	23 516	27 068,2	240 794,8	447 317,1³	474
1990	953 189	1 642 208	225 888,5	25 619	27 057	33 294,7	259 183,2	506 567,1³	531
1991	962 400	1 657 643	239 768,0	28 954	30 797	38 614,1	278 382,1	559 494,4³	581
1992	968 532	1 668 391	254 482,8	31 329	33 489	46 269,0	300 751,8	604 087,8³	624
1993	969 445	1 670 895	258 537,5	30 968	33 017	49 625,5	308 163,0	622 926,8³	643
1994	967 858	1 670 011	258 792,7	27 568	28 994	45 099,6	303 892,3	625 575,3³	646
1995	963 361	1 664 019	258 031,7	24 831	26 006	38 509,8	296 541,5	616 840,2³	640
1996	953 791	1 650 338	257 908,2	23 509	24 569	36 321,1	294 229,3	619 629,3³	650
1997	680 017 ⁴	1 200 262 ⁴	413 181,5 ⁴	22 993	24 024	35 001,6	448 183,1	718 814,9³	1 057
1998	660 939	1 179 947	778 142,6	23 273	24 407	34 272,2	812 414,8	932 033,1³	1 410
1999	629 815	1 125 985	762 143,6	24 066	25 301	35 248,5	797 392,1	877 531,4³	1 393
2000	586 953	1 047 699	632 492,3	24 772	26 098	37 043,1	669 535,4	722 641,8³	1 231
2001	554 007	989 020	541 984,1	25 286	26 694	38 202,5	580 186,6	608 311,5³	1 098
2002	538 660	959 313	516 817,2	25 819	27 336	38 296,1	555 113,3	561 025,8³	1 042
2003	516 230	918 470	496 458,7	26 918	28 586	39 688,3	536 147,0	536 147,0	1 039
2004	503 520	893 280	480 943,9	28 122	29 974	42 332,1	523 276,0	523 276,0	1 039
	Paiement de Soutien aux enfants (PSE)			Supplément pour enfant handicapé (SEH)			Sous-total (PSE+SEH)		
2005	873 108	1 494 566 ⁵	1 973 541,2	29 585	31 541	41 819,1	2 015 360,3	2 029 711,1⁷	2 325
2006	874 996	1 494 661	2 036 803,4	30 803	32 883	61 706,1	2 098 509,5	2 102 015,3⁷	2 402
2007	886 336	1 486 998	2 054 879,8	31 978	33 631	65 532,2	2 120 412,0	2 121 587,4⁷	2 394
2008	887 085	1 487 599	2 041 462,2	33 027	34 702	68 217,3	2 109 679,5	2 109 936,3⁷	2 379
2009	884 169	1 475 338	2 062 689,2	33 968	35 654	72 559,2	2 135 248,3	2 135 599,6⁷	2 415
2010	882 423	1 473 675	2 049 741,3	34 707	36 296	74 391,7	2 124 133,0	2 124 238,5⁷	2 407
2011	881 042	1 474 511	2 053 341,6	36 956	37 537	77 553,9	2 130 895,5	2 130 940,1⁷	2 419
2012	879 455	1 475 737	2 085 908,6	36 610 ⁶	38 160 ⁶	79 672,7	2 165 581,3	2 165 619,9⁷	2 462
2013	880 680 ⁶	1 483 539 ⁶	2 122 275,8	37 160 ⁶	38 650 ⁶	83 694,3	2 205 970,1	2 222 639,0⁷	2 524
2014	878 550 ⁶	1 484 135 ⁶	2 115 482,3	38 410 ⁶	39 880 ⁶	85 840,7	2 201 323,0	2 208 217,4⁷	2 513

1. Estimation.

2. Comprend les sommes versées pour l'allocation à la naissance (voir le détail au tableau 4).

3. Comprend les sommes versées pour l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant (voir le détail aux tableaux 4 et 5).

4. Le nouveau programme des prestations familiales a débuté en septembre 1997.

5. L'augmentation du nombre d'enfants inscrits en 2005 est due au passage d'un programme sélectif, soit l'ancien Programme d'allocation familiale, à un programme universel, le paiement de Soutien aux enfants.

6. Données projetées.

7. Comprend les sommes versées rétroactivement au cours de l'année en vertu de l'ancienne *Loi sur les prestations familiales* (allocation familiale ou allocation pour enfant handicapé).

Tableau 11 Évolution du nombre d'enfants, selon le sexe, et nombre moyen d'enfants par famille, de 1974 à 2014

Année	Allocation familiale				Allocation pour enfant handicapé			
	Garçons	Filles	Garçons et filles	Nombre moyen d'enfants	Garçons	Filles	Garçons et filles	Nombre moyen d'enfants
1974	1 024 419	960 890	1 985 309	2,15	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1975	1 017 820	954 700	1 972 520	2,09	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1976	1 001 532	935 668	1 937 200	2,03	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1977	974 931	910 816	1 885 747	1,97	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1978	951 245	888 687	1 839 932	1,92	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1979	931 063	869 832	1 800 895	1,87	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1980	914 603	851 040	1 765 643	1,84	2 791	2 175	4 966	1,03
1981	897 618	835 236	1 732 854	1,81	3 323	2 587	5 910	1,03
1982	879 380	818 265	1 697 645	1,78	5 452	4 173	9 625	1,03
1983	862 890	802 921	1 665 811	1,77	6 250	4 775	11 025	1,03
1984	853 975	791 449	1 645 424	1,75	7 097	5 419	12 516	1,03
1985	848 949	784 812	1 633 761	1,75	8 113	6 095	14 208	1,04
1986	844 481	780 931	1 625 412	1,74	8 937	6 611	15 548	1,04
1987	840 374	776 587	1 616 961	1,73	9 722	7 202	16 924	1,04
1988	837 434	781 672	1 619 106	1,72	12 173	8 891	21 064	1,04
1989	839 971	784 767	1 624 738	1,72	13 688	9 828	23 516	1,05
1990	847 997	794 211	1 642 208	1,72	15 886	11 171	27 057	1,06
1991	853 901	803 742	1 657 643	1,72	18 220	12 577	30 797	1,06
1992	859 217	809 174	1 668 391	1,72	19 962	13 527	33 489	1,07
1993	860 352	810 543	1 670 895	1,72	19 611	13 406	33 017	1,07
1994	859 513	810 498	1 670 011	1,73	17 217	11 777	28 994	1,05
1995	855 685	808 334	1 664 019	1,73	15 289	10 717	26 006	1,05
1996	848 004	802 334	1 650 338	1,73	14 469	10 100	24 569	1,05
1997 ¹	616 668	583 594	1 200 262	1,77	14 224	9 800	24 024	1,04
1998	605 822	574 125	1 179 947	1,79	14 543	9 864	24 407	1,05
1999	577 624	548 361	1 125 985	1,79	15 203	10 098	25 301	1,05
2000	537 651	510 048	1 047 699	1,78	15 832	10 266	26 098	1,05
2001	506 378	482 642	989 020	1,79	16 344	10 350	26 694	1,06
2002	491 360	467 953	959 313	1,78	16 880	10 456	27 336	1,06
2003	471 130	447 340	918 470	1,78	17 905	10 681	28 586	1,06
2004	458 208	435 072	893 280	1,77	19 053	10 921	29 974	1,07
	Paiement de Soutien aux enfants				Supplément pour enfant handicapé			
2005	764 144	730 422	1 494 566	1,71	20 306	11 235	31 541	1,07
2006	763 584	731 077	1 494 661	1,71	21 408	11 475	32 883	1,07
2007	759 428	727 570	1 486 998	1,68	22 100	11 531	33 631	1,05
2008	759 749	727 850	1 487 599	1,68	22 971	11 731	34 702	1,05
2009	753 473	721 865	1 475 338	1,67	23 708	11 946	35 654	1,05
2010	752 431	721 244	1 473 675	1,67	24 230	12 066	36 296	1,05
2011	752 597	721 914	1 474 511	1,67	25 129	12 408	37 537	1,04
2012	753 704	722 033	1 475 737	1,68	25 606 ²	12 554 ²	38 160 ²	1,04
2013	757 704 ²	716 807 ²	1 483 505 ²	1,68	25 795 ²	12 855 ²	38 650 ²	1,04
2014	758 025 ²	717 712 ²	1 484 135 ²	1,69	26 698 ²	13 182 ²	39 880 ²	1,04

1. Le nouveau programme des prestations familiales a débuté en septembre 1997.

2. Données projetées.

La baisse du nombre moyen d'enfants par famille en 2007 est due à l'augmentation du nombre de familles. En effet, depuis janvier 2007, les familles ayant un ou des enfants en garde partagée comptent pour deux familles distinctes.

Tableau 12 Évolution quinquennale du nombre d'enfants dont la famille reçoit l'allocation de base, selon l'âge de l'enfant, de 1975 à 2014

Âge de l'enfant	1975	1980	1985	1990	1995	2000 ¹	2005	2010	2014 ²
Moins de 1 an	86 634	94 788	84 054	96 523	87 156	47 856	73 944	85 970	84 700
1 an	89 535	97 636	87 724	91 036	89 891	50 947	72 374	87 870	87 360
2 ans	88 084	93 513	87 418	86 306	92 324	52 481	72 790	87 280	87 840
3 ans	87 042	93 992	90 328	83 843	96 500	54 792	72 439	84 640	88 780
4 ans	92 544	92 965	94 401	85 559	97 419	58 523	73 807	81 760	89 210
5 ans	94 209	92 123	95 863	87 146	97 948	60 530	72 702	77 800	90 590
6 ans	95 922	88 252	97 142	89 350	92 286	61 816	73 904	75 230	89 650
7 ans	96 904	86 660	93 143	88 839	87 666	62 814	76 418	75 250	86 470
8 ans	100 034	85 279	93 343	91 842	85 183	65 153	80 655	74 610	83 610
9 ans	108 101	90 475	92 564	95 908	86 929	65 990	85 330	75 710	79 200
10 ans	118 850	92 273	91 481	97 262	88 597	66 101	88 249	74 560	76 500
11 ans	126 570	93 745	87 871	98 436	90 679	62 519	90 467	75 570	76 490
12 ans	129 321	94 870	86 141	94 495	90 097	58 565	92 570	78 010	75 710
13 ans	130 672	97 965	84 786	94 605	93 016	56 430	95 967	81 560	76 670
14 ans	131 876	105 860	89 750	93 574	96 805	56 227	96 965	86 110	75 390
15 ans	133 119	116 064	91 490	92 457	97 958	56 141	97 411	88 730	76 240
16 ans	134 341	123 688	92 834	88 626	98 946	55 963	91 886	90 840	78 280
17 ans	128 762	125 495	93 428	86 401	94 619	54 851	86 688	92 175	81 445
Total	1 972 520	1 765 643	1 633 761	1 642 208	1 664 019	1 047 699	1 494 566	1 473 675	1 484 135

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Le programme des prestations familiales ne s'adressait qu'aux familles à revenu faible ou moyen de 1997 à 2004. Avant septembre 1997, le programme était universel et, depuis 2005, il contient une composante universelle (le crédit minimal).

2. Données projetées.

Tableau 13 Évolution quinquennale du nombre de familles bénéficiaires de l'allocation de base, selon le nombre d'enfants dans la famille, de 1975 à 2014

	1975	1980	1985	1990	1995	2000 ¹	2005	2010	2014 ²
1 enfant	355 433	408 963	417 528	432 806	441 521	272 091	408 890	409 400	388 400
2 enfants	323 850	368 676	374 565	384 031	380 771	205 056	344 574	349 200	353 900
3 enfants	155 526	135 503	116 298	111 442	112 471	83 175	93 773	96 100	105 200
4 enfants ou plus	107 346	48 403	27 609	24 910	28 598	26 631	25 871	27 723	31 050
Total	942 155	961 545	936 000	953 189	963 361	586 953	873 108	882 423	878 550

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Le programme des prestations familiales ne s'adressait qu'aux familles à revenu faible ou moyen de 1997 à 2004. Avant septembre 1997, le programme était universel et, depuis 2005, il contient une composante universelle (le crédit minimal).

2. Données projetées.

Le paiement de Soutien aux enfants

Tableau 14 Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2014

Situation familiale	Revenu familial				Total \$
	Moins de 25 000 \$	25 000 à 49 999 \$	50 000 à 74 999 \$	75 000 ou plus \$	
Familles biparentales					
1 enfant	20 680	39 758	52 948	131 435	244 821
2 enfants	19 426	37 117	52 839	161 629	271 011
3 enfants	9 571	14 720	16 882	44 062	85 235
4 enfants ou plus	5 113	6 038	5 076	9 449	25 676
Sous-total	54 790	97 633	127 745	346 575	626 743
Familles monoparentales					
1 enfant	64 011	45 252	18 622	8 591	136 476
2 enfants	31 960	25 603	12 451	6 401	76 415
3 enfants	9 690	4 953	2 148	1 208	17 999
4 enfants ou plus	3 357	970	289	154	4 770
Sous-total	109 018	76 778	33 510	16 354	235 660
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	84 691	85 010	71 570	140 026	381 297
2 enfants	51 386	62 720	65 290	168 030	347 426
3 enfants	19 261	19 673	19 030	45 270	103 234
4 enfants ou plus	8 470	7 008	5 365	9 603	30 446
Total ¹	163 808	174 411	161 255	362 929	862 403

1. Données réelles au 31 décembre 2014.

Les familles qui gagnent moins de 25 000 \$ représentent près du cinquième (19 %) des bénéficiaires, mais elles reçoivent un PSE plus élevé que la moyenne. À l'opposé, celles qui gagnent 75 000 \$ ou plus constituent 42 % des bénéficiaires, mais elles reçoivent un PSE nettement inférieur à la moyenne.

Tableau 15 Moyenne mensuelle du PSE, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2014

Situation familiale	Revenu familial				Total \$
	Moins de 25 000 \$ \$	25 000 \$ à 49 999 \$ \$	50 000 \$ à 74 999 \$ \$	75 000 \$ ou plus \$	
Familles biparentales					
1 enfant	194,68	193,19	139,99	59,32	109,94
2 enfants	291,75	290,09	235,59	122,63	179,71
3 enfants	388,79	386,41	331,95	192,7	275,75
4 enfants ou plus	610,1	596,45	512,04	324,45	482,38
Sous-total	301,77	284,10	219,68	113,03	177,92
Familles monoparentales					
1 enfant	249,72	222,32	146,04	75,34	215,51
2 enfants	334,89	284,96	196,57	117,17	277,39
3 enfants	434,83	377,8	266,74	170,47	381,33
4 enfants ou plus	624,18	552,9	415,05	271,19	585,62
Sous-total	302,67	257,41	174,87	100,58	255,73
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	236,28	208,69	141,56	60,31	147,73
2 enfants	318,58	288	228,15	122,43	201,2
3 enfants	411,95	384,24	324,59	192,11	294,16
4 enfants ou plus	615,68	590,42	506,82	323,59	498,56
Total ¹	302,37	272,35	210,37	112,47	199,18

1. Données réelles au 31 décembre 2014.

Près des trois quarts (73 %) des familles bénéficiaires du PSE sont des familles biparentales. Elles reçoivent toutefois un PSE moyen nettement inférieur à celui des familles monoparentales en raison d'un revenu annuel moyen plus élevé et de la somme additionnelle versée aux familles monoparentales.

Tableau 16 Familles bénéficiaires du PSE et revenu annuel moyen, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2014

Situation familiale	Somme versée							
	Montant maximal		Montant se situant entre le minimum et le maximum		Montant minimal		Total	
	Nombre de familles	Revenu annuel moyen \$	Nombre de familles	Revenu annuel moyen \$	Nombre de familles	Revenu annuel moyen \$	Nombre de familles	Revenu annuel moyen \$
Familles biparentales								
1 enfant	53 528	28 161	87 986	67 656	103 307	142 412	244 821	90 566
2 enfants	50 154	28 190	120 503	75 034	100 354	158 716	271 011	97 352
3 enfants ou plus	32 370	26 437	56 052	80 311	22 489	195 931	110 911	88 032
Sous-total	136 052	27 762	264 541	73 698	226 150	154 969	626 743	93 052
Familles monoparentales								
1 enfant	82 617	16 331	48 922	51 281	4 937	128 969	136 476	32 934
2 enfants	42 166	16 539	32 145	54 676	2 104	152 160	76 415	36 316
3 enfants ou plus	15 659	14 021	6 819	55 571	291	189 956	22 769	28 714
Sous-total	140 442	16 136	87 886	52 856	7 332	138 044	235 660	33 623
Familles biparentales et monoparentales								
1 enfant	136 145	20 982	136 908	61 805	108 244	141 799	381 297	69 938
2 enfants	92 320	22 869	152 648	70 747	102 458	158 581	347 426	83 927
3 enfants ou plus	48 029	22 389	62 871	77 628	22 780	195 854	133 680	77 928
Total¹	276 494	21 857	352 427	68 501	233 482	154 437	862 403	76 812

1. Données réelles au 31 décembre 2014.

Le tableau 16 indique que 276 494 familles (32% des familles) touchent la somme maximale du PSE. Le revenu moyen de ces familles est de 21 857 \$, le maximum de revenu qui permet le PSE maximal étant de 46 699 \$ pour les familles biparentales et de 33 944 \$ pour les familles monoparentales en 2014. À l'opposé, 27 % des familles touchent la somme minimale. Rappelons que cette somme correspond aux anciens crédits d'impôt non remboursables pour enfants à charge de moins de 18 ans. Le revenu moyen de ces familles est de 154 437 \$.

Tableau 17 Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale, l'âge du bénéficiaire et son sexe, décembre 2014

Situation familiale	Âge du bénéficiaire				Sexe du bénéficiaire		Total
	Moins de 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45 ans ou plus	Femme	Homme	
Familles biparentales							
1 enfant	11 321	75 853	77 292	80 355	237 323	7 498	244 821
2 enfants	3 904	83 233	142 450	41 424	262 988	8 023	271 011
3 enfants	678	25 683	50 090	8 784	81 304	3 931	85 235
4 enfants ou plus	107	7 928	15 615	2 026	23 982	1 694	25 676
Sous-total	16 010	192 697	285 447	132 589	605 597	21 146	626 743
Familles monoparentales							
1 enfant	8 866	30 607	50 936	46 067	110 293	26 183	136 476
2 enfants	1 736	18 827	40 265	15 587	60 933	15 482	76 415
3 enfants	237	5 283	10 062	2 417	15 104	2 895	17 999
4 enfants ou plus	33	1 565	2 738	434	4 223	547	4 770
Sous-total	10 872	56 282	104 001	64 505	192 268	44 272	236 540
Familles biparentales et monoparentales							
1 enfant	20 187	106 460	128 228	126 422	347 616	33 681	381 297
2 enfants	5 640	102 060	182 715	57 011	323 921	23 505	347 426
3 enfants	915	30 966	60 152	11 201	96 408	6 826	103 234
4 enfants ou plus	140	9 493	18 353	2 460	28 205	2 241	30 446
Total¹	26 882	248 979	389 448	197 094	796 150	66 253	862 403

1. Données réelles au 31 décembre 2014.

Dans 92 % des familles, le PSE est versé à la mère.

Un peu plus des trois quarts (77 %) des bénéficiaires du PSE sont âgés de moins de 45 ans. Seulement 3 % des familles ont un bénéficiaire de moins de 25 ans.

Tableau 18 Proportion de familles bénéficiaires du PSE qui ont choisi le dépôt direct et le paiement mensuel, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2014

Situation familiale	Somme versée							
	Montant maximal		Montant se situant entre le minimum et le maximum		Montant minimal		Total	
	Dépôt direct %	Paiement mensuel %	Dépôt direct %	Paiement mensuel %	Dépôt direct %	Paiement mensuel %	Dépôt direct %	Paiement mensuel %
Familles biparentales								
1 enfant	82	26	77	20	68	7	75	16
2 enfants	87	32	80	25	70	8	77	20
3 enfants ou plus	90	42	85	34	73	10	84	32
Sous-total	86	32	80	25	69	8	77	20
Familles monoparentales								
1 enfant	88	51	82	29	69	7	85	42
2 enfants	91	58	82	30	71	6	87	45
3 enfants ou plus	93	68	86	39	76	6	91	58
Sous-total	89	55	82	30	70	7	86	44
Familles biparentales et monoparentales								
1 enfant	86	42	79	23	68	7	78	25
2 enfants	89	44	80	26	70	8	79	25
3 enfants ou plus	91	50	85	35	73	10	85	36
Total¹	88	44	81	26	69	8	80	27

1. Données réelles au 31 décembre 2014.

La majorité des bénéficiaires du PSE (80 %) optent pour le dépôt direct, et près d'une famille sur quatre (27 %) demande à recevoir son paiement chaque mois plutôt que tous les trimestres.

Ces statistiques varient en fonction de la somme versée. Les familles qui reçoivent la somme maximale, soit les familles à faible revenu, préfèrent le dépôt direct et le paiement mensuel. Ainsi, 88 % des familles qui reçoivent la somme maximale optent pour le dépôt direct, et 44 % demandent le paiement mensuel. À l'inverse, les familles qui reçoivent la somme minimale, soit les familles à revenu plus élevé, optent pour le dépôt direct dans une proportion de 69 % (comparativement à 62 % en 2013 et à 59 % en 2012) et pour le paiement mensuel dans une proportion de 8 %.

Tableau 19 Enfants donnant droit au PSE, selon l'âge et le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2014

Âge de l'enfant	Nombre d'enfants dans la famille				Total
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants ou plus	
Moins de 1 an	35 341	30 797	12 317	4 919	83 372
1 an	34 146	33 324	13 218	5 297	85 984
2 ans	24 827	40 351	15 039	6 249	86 464
3 ans	17 947	44 749	17 715	6 975	87 386
4 ans	14 904	45 420	19 910	7 579	87 813
5 ans	13 646	45 483	21 484	8 559	89 171
6 ans	12 556	44 296	22 477	8 915	88 243
7 ans	11 929	41 751	22 242	9 194	85 115
8 ans	11 378	40 305	21 359	9 256	82 298
9 ans	11 263	37 865	20 109	8 715	77 951
10 ans	11 862	36 497	18 654	8 283	75 295
11 ans	13 221	36 164	17 771	8 138	75 293
12 ans	14 660	35 886	16 416	7 562	74 523
13 ans	17 059	35 821	15 508	7 084	75 471
14 ans	20 820	33 326	13 743	6 321	74 209
15 ans	26 995	30 604	11 870	5 572	75 041
16 ans	35 155	27 164	10 149	4 583	77 050
17 ans	39 710	27 017	9 229	4 191	80 146
Total¹	367 413	666 815	299 205	127 389	1 460 821

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2014.

Presque un enfant sur deux (46 %) vit dans une famille de 2 enfants, et 9 % des enfants vivent dans une famille de 4 enfants ou plus.

Pour la première fois depuis plusieurs années, le nombre d'enfants bénéficiaires de moins d'un an (83 372) est plus élevé que le nombre d'enfants de 17 ans (80 146) qui cesseront de donner droit au PSE au cours de l'année. Aussi, 39 710 familles cesseront d'être bénéficiaire puisque leur seul enfant a 17 ans.

Le supplément pour enfant handicapé

Tableau 20 Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2014

Sexe et année	Nature du handicap						Total
	Visuelle	Auditive	Motrice	Autres	Déficiences Sous-total	Troubles du développement	
Garçons							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	n. d.	n. d.	2 791
1985	354	740	1 899	2 926	5 919	2 194	8 113
1990	469	911	2 591	8 932	12 903	2 983	15 886
1991	484	930	2 578	11 108	15 100	3 120	18 220
1992	494	920	2 678	12 374	16 466	3 496	19 962
1993	487	904	2 637	12 030	16 058	3 553	19 611
1994	495	889	2 515	9 087	12 986	4 231	17 217
1995	474	861	2 362	6 963	10 660	4 629	15 289
1996	457	844	2 225	6 086	9 612	4 857	14 469
1997	438	811	2 170	5 529	8 948	5 276	14 224
1998	440	789	2 095	5 186	8 510	6 033	14 543
1999	440	771	2 027	5 016	8 254	6 949	15 203
2000	439	753	1 995	4 937	8 124	7 708	15 832
2001	436	732	1 920	4 843	7 931	8 413	16 344
2002	446	702	1 840	4 657	7 645	9 235	16 880
2003	464	699	1 801	4 689	7 653	10 252	17 905
2004	468	674	1 710	4 632	7 484	11 569	19 053
2005	446	659	1 634	4 647	7 386	12 920	20 306
2006	428	626	1 566	4 677	7 297	14 111	21 408
2007	417	562	1 488	4 704	7 171	14 929	22 100
2008	407	537	1 408	4 827	7 179	15 792	22 971
2009	401	515	1 351	4 936	7 203	16 505	23 708
2010	389	516	1 336	5 069	7 310	16 920	24 230
2011	386	494	1 294	5 317	7 491	17 638	25 129
2012 ¹	377	493	1 276	5 498	7 644	17 962	25 606
2013 ¹	377	505	1 227	5 619	7 728	18 067	25 795
2014 ¹	397	505	1 181	5 878	7 961	18 737	26 698
Filles							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	n. d.	n. d.	2 175
1985	250	630	1 483	2 258	4 621	1 474	6 095
1990	314	853	2 020	6 190	9 377	1 794	11 171
1991	318	876	2 044	7 527	10 765	1 812	12 577
1992	304	858	2 200	8 283	11 645	1 882	13 527
1993	300	827	2 194	8 153	11 474	1 932	13 406
1994	299	836	2 153	6 339	9 627	2 150	11 777
1995	297	817	2 095	5 135	8 344	2 373	10 717
1996	309	785	2 009	4 564	7 667	2 433	10 100
1997	293	773	1 886	4 263	7 215	2 585	9 800
1998	295	762	1 817	4 114	6 988	2 876	9 864
1999	294	747	1 765	4 034	6 840	3 258	10 098
2000	295	743	1 698	4 026	6 762	3 504	10 266
2001	300	725	1 611	3 765	6 401	3 949	10 350
2002	301	702	1 518	3 830	6 351	4 105	10 456
2003	311	679	1 454	3 830	6 274	4 407	10 681
2004	307	648	1 399	3 830	6 184	4 737	10 921
2005	310	608	1 328	3 850	6 096	5 139	11 235
2006	309	584	1 270	3 902	6 065	5 410	11 475
2007	307	537	1 178	3 920	5 942	5 589	11 531
2008	305	508	1 108	4 019	5 940	5 791	11 731
2009	302	483	1 061	4 181	6 027	5 919	11 946
2010	306	482	1 028	4 275	6 091	5 975	12 066
2011	314	484	1 002	4 470	6 270	6 138	12 408
2012 ¹	319	483	968	4 638	6 408	6 146	12 554
2013 ¹	325	488	926	4 912	6 651	6 204	12 855

2014 ¹	344	468	883	5 125	6 820	6 362	13 182
-------------------	-----	-----	-----	-------	--------------	-------	---------------

1. Données projetées

Tableau 20 (suite) Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2014

Sexe et année	Nature du handicap						Total
	Visuelle	Auditive	Motrice	Autres	Déficiences Sous-total	Troubles du développement	
Garçons et filles							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	n. d.	n. d.	4 966
1985	604	1 370	3 382	5 184	10 540	3 668	14 208
1990	783	1 764	4 611	15 122	22 280	4 777	27 057
1991	802	1 806	4 622	18 635	25 865	4 932	30 797
1992	798	1 778	4 878	20 657	28 111	5 378	33 489
1993	787	1 731	4 831	20 183	27 532	5 485	33 017
1994	794	1 725	4 668	15 426	22 613	6 381	28 994
1995	771	1 678	4 457	12 098	19 004	7 002	26 006
1996	766	1 629	4 234	10 650	17 279	7 290	24 569
1997	731	1 584	4 056	9 792	16 163	7 861	24 024
1998	735	1 551	3 912	9 300	15 498	8 909	24 407
1999	734	1 518	3 792	9 050	15 094	10 207	25 301
2000	734	1 496	3 693	8 963	14 886	11 212	26 098
2001	736	1 457	3 531	8 608	14 332	12 362	26 694
2002	747	1 404	3 358	8 487	13 996	13 340	27 336
2003	775	1 378	3 255	8 519	13 927	14 659	28 586
2004	775	1 322	3 109	8 462	13 668	16 306	29 974
2005	756	1 267	2 962	8 497	13 482	18 059	31 541
2006	737	1 210	2 836	8 579	13 362	19 521	32 883
2007	724	1 099	2 666	8 624	13 113	20 518	33 631
2008	712	1 045	2 516	8 846	13 119	21 583	34 702
2009	703	998	2 412	9 117	13 230	22 424	35 654
2010	695	998	2 364	9 344	13 401	22 895	36 296
2011	700	978	2 296	9 787	13 761	23 776	37 537
2012 ¹	696	976	2 244	10 136	14 052	24 108	38 160
2013 ¹	702	993	2 153	10 531	14 379	24 271	38 650
2014 ¹	741	973	2 064	11 003	14 781	25 099	39 880

1. Données projetées.

La tendance à la hausse du nombre d'enfants reconnus handicapés se poursuit en 2014. L'augmentation s'observe principalement dans les cas de troubles du développement, qui sont en progression depuis le début du programme en 1980.

Tableau 21 Familles bénéficiaires du SEH, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2014

Situation familiale	Revenu familial				Total
	Moins de 25 000 \$	25 000 \$ - 49 999 \$	50 000 \$ - 74 999 \$	75 000 \$ ou plus	
Familles biparentales					
1 enfant	670	1 136	1 307	2 536	5 649
2 enfants	1 050	1 786	2 233	5 272	10 341
3 enfants	755	1 054	1 095	2 058	4 962
4 enfants ou plus	587	655	452	649	2 343
Total	3 062	4 631	5 087	10 515	23 295
Familles monoparentales					
1 enfant	2 558	1 256	486	190	4 490
2 enfants	2 181	1 169	508	247	4 105
3 enfants	938	347	120	69	1 474
4 enfants ou plus	431	111	24	12	578
Total	6 108	2 883	1 138	518	10 647
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	3 228	2 392	1 793	2 726	10 139
2 enfants	3 231	2 955	2 741	5 519	14 446
3 enfants	1 693	1 401	1 215	2 127	6 436
4 enfants ou plus	1 018	766	476	661	2 921
Total¹	9 170	7 514	6 225	11 033	33 942

1. Données réelles au 31 décembre 2014.

On compte 33 942 familles ayant au moins un enfant reconnu handicapé, soit 4 % des familles québécoises.

Près de 70 % des familles bénéficiaires du SEH sont biparentales et 49 % ont un revenu inférieur à 50 000 \$.

Tableau 22 Répartition des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap et l'âge de l'enfant, décembre 2014

Nature du handicap	Âge de l'enfant			
	0-4 ans	5-11 ans	12-17 ans	Total
Déficiences				
Visuelle	114	280	249	643
Auditive	245	367	268	880
Motrice	406	687	729	1 821
Autres déficiences				
Fonction cardiovasculaire	188	74	53	315
Alimentation et digestion	219	584	478	1 281
Anomalies métaboliques ou héréditaires	353	1 185	1 634	3 171
Anomalies du système nerveux	66	188	160	414
Fonction respiratoire	45	46	35	126
Néoplasies	153	252	170	575
Anomalies du système immunitaire	267	619	328	1 214
Fonctions rénale et urinaire	23	67	74	164
Malformations congénitales et anomalies chromosomiques	458	609	498	1 565
Autres déficiences et déficiences multiples	856	253	131	1 240
Sous-total	2 628	3 875	3 560	10 063
Total - Déficiences	3 393	5 209	4 806	13 407
Troubles du développement				
Retard psychomoteur	354	1 130	236	1 720
Retard mental et déficiences cognitives	11	861	2 583	3 455
Troubles envahissants du développement	510	4 255	3 413	8 178
Troubles du langage	270	4 003	2 099	6 372
Troubles du comportement	9	581	1 141	1 730
Autres/psychoaffectif	9	581	1 141	317
Total - Troubles du développement	1 156	10 902	9 714	21 772
Grand total¹	4 549	16 110	14 519	35 177

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2014.

On compte 35 177 enfants reconnus handicapés, soit 2 % des enfants québécois.

Les handicaps des enfants sont majoritairement (62 %) des troubles du développement.

Statistiques régionales

Tableau 23 Répartition régionale des bénéficiaires en décembre 2012 et des sommes totales versées en 2014

Région	Paiement de Soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées K\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées K\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées K\$	
Bas-Saint-Laurent	18 797	32 333	47 399	668	692	1 715	49 113
Saguenay–Lac-Saint-Jean	27 678	47 302	66 279	1 072	1 076	2 609	68 889
Capitale-Nationale	71 573	116 559	152 975	2 400	2 408	5 897	158 872
Mauricie	24 703	41 063	64 147	920	951	2 343	66 490
Estrie	32 663	56 500	84 645	1 385	1 447	3 497	88 142
Montréal	193 509	327 776	524 168	7 541	8 031	19 743	543 911
Outaouais	41 947	70 029	98 626	1 445	1 468	3 633	102 259
Abitibi-Témiscamingue	15 891	27 867	37 804	525	530	1 281	39 085
Côte-Nord	10 623	17 907	25 275	371	378	933	26 207
Nord-du-Québec	6 316	13 088	21 054	177	180	457	21 511
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	8 488	13 351	21 751	316	323	811	22 562
Chaudière-Appalaches	44 503	77 695	105 206	1 609	1 639	4 032	109 238
Laval	48 076	82 638	114 756	1 925	2 010	4 815	119 572
Lanaudière	56 843	96 202	137 748	2 587	2 689	6 499	144 247
Laurentides	65 353	108 787	153 711	2 690	2 745	6 712	160 422
Montérégie	168 737	285 089	390 200	7 351	7 644	18 489	408 689
Centre-du-Québec	25 887	45 241	68 374	946	954	2 341	70 716
Hors du Québec	816	1 399	1 365	14	14	34	1 399
Total¹	862 403	1 460 821	2 115 482	33 942	35 177	85 841	2 201 323

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2014.

Tableau 24 Répartition régionale des bénéficiaires du SAE, selon le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2014

Région	Familles bénéficiaires du PSE				Familles bénéficiaires du SEH			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus	Total	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus	Total
Bas-Saint-Laurent	8 060	7 594	3 143	18 797	217	276	175	668
Saguenay–Lac-Saint-Jean	11 607	11 503	4 568	27 678	342	464	266	1 072
Capitale-Nationale	32 205	29 740	9 628	71 573	803	1 053	544	2 400
Mauricie	11 301	9 744	3 658	24 703	293	357	270	920
Estrie	13 518	13 126	6 019	32 663	386	557	442	1 385
Montréal	92 370	72 461	28 678	193 509	2 350	3 104	2 087	7 541
Outaouais	18 633	16 985	6 329	41 947	468	590	387	1 445
Abitibi-Témiscamingue	6 655	6 283	2 953	15 891	176	206	143	525
Côte-Nord	4 981	3 998	1 644	10 623	120	159	92	371
Nord-du-Québec	2 484	1 991	1 841	6 316	31	65	81	177
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4 370	3 133	985	8 488	130	117	69	316
Chaudière-Appalaches	17 502	19 172	7 829	44 503	428	721	460	1 609
Laval	20 471	20 401	7 204	48 076	578	870	477	1 925
Lanaudière	24 848	23 185	8 810	56 843	739	1 064	784	2 587
Laurentides	28 871	27 025	9 457	65 353	739	1 212	739	2 690
Montérégie	72 574	70 116	26 047	168 737	2 083	3 237	2 031	7 351
Centre-du-Québec	10 448	10 677	4 762	25 887	252	391	303	946
Hors du Québec	399	292	125	816	4	3	7	14
Total¹	381 297	347 426	133 680	862 403	10 139	14 446	9 357	33 942

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2014.

Tableau 25 Répartition régionale des bénéficiaires du PSE, selon l'âge des enfants, décembre 2014

Région	Familles avec enfants âgés de				Nombre total d'enfants âgés de			
	0 à 4 ans	5 à 11 ans	12 à 17 ans	Total ¹	0 à 4 ans	5 à 11 ans	12 à 17 ans	Total
Bas-Saint-Laurent	7 129	9 348	8 377	18 797	9 123	12 788	10 422	32 333
Saguenay–Lac-Saint-Jean	10 726	13 831	12 070	27 678	13 640	18 674	14 988	47 302
Capitale-Nationale	28 818	34 432	28 887	71 573	36 679	44 996	34 884	116 559
Mauricie	9 411	11 894	10 839	24 703	11 882	15 892	13 290	41 063
Estrie	12 523	16 352	14 473	32 663	16 240	22 134	18 127	56 500
Montréal	83 560	95 313	77 156	193 509	103 974	126 783	97 019	327 776
Outaouais	15 865	21 051	18 018	41 947	19 966	27 945	22 118	70 029
Abitibi-Témiscamingue	6 367	7 879	7 029	15 891	8 242	10 843	8 782	27 867
Côte-Nord	4 008	5 329	4 736	10 623	5 021	7 117	5 770	17 907
Nord-du-Québec	2 978	3 621	2 927	6 316	3 770	5 313	4 005	13 088
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 934	4 083	3 933	8 488	3 607	5 147	4 598	13 351
Chaudière-Appalaches	17 378	22 289	18 969	44 503	23 004	30 765	23 927	77 695
Laval	17 911	24 573	21 651	48 076	22 352	33 274	27 012	82 638
Lanaudière	21 924	28 348	24 727	56 843	27 717	37 933	30 553	96 202
Laurentides	23 835	31 888	29 043	65 353	30 265	42 677	35 845	108 787
Montérégie	64 147	83 967	72 947	168 737	81 823	112 863	90 404	285 089
Centre-du-Québec	10 006	12 854	11 409	25 887	13 069	17 684	14 489	45 241
Hors du Québec	524	393	160	816	648	542	210	1 399
Total²	340 044	427 445	367 351	862 403	431 019	573 366	456 440	1 460 821

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. La somme des données individuelles ne correspond pas au total puisqu'une famille ayant plusieurs enfants d'âge différent n'est comptée qu'une fois dans le total.

2. Données réelles au 31 décembre 2014.

Tableau 26 Répartition régionale des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap, décembre 2014

Région	Nature du handicap						Total
	Déficiences				Sous-total	Troubles du développement	
	Visuelle	Auditive	Motrice	Autres			
Bas-Saint-Laurent	3	17	49	216	285	408	692
Saguenay–Lac-Saint-Jean	20	30	76	394	520	557	1 076
Capitale-Nationale	36	73	149	887	1 145	1 264	2 408
Mauricie	22	29	67	270	388	563	951
Estrie	26	16	74	402	518	929	1 447
Montréal	149	227	377	2 176	2 929	5 103	8 031
Outaouais	40	26	68	433	567	902	1 468
Abitibi-Témiscamingue	18	15	30	198	261	269	530
Côte-Nord	5	9	27	138	179	199	378
Nord-du-Québec	5	4	14	61	84	96	180
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	7	13	14	89	123	200	323
Chaudière-Appalaches	30	37	102	545	714	926	1 639
Laval	49	53	114	548	764	1 247	2 010
Lanaudière	39	47	129	648	863	1 828	2 689
Laurentides	36	87	126	782	1 031	1 715	2 745
Montérégie	134	171	347	1 957	2 609	5 036	7 644
Centre-du-Québec	24	26	61	315	426	529	954
Hors du Québec	1	.	1	7	9	5	14
Total¹	643	880	1 821	10 063	13 407	21 772	35 177

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2014.

Tableau 27 Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2014 et des sommes totales versées en 2014

Région	Paiement de soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées M\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	
Bas-Saint-Laurent							
La Matapédia (7)	1 727	3 016	4,6	72	72	0,2	4,8
Matane (8)	1 930	3 107	4,8	78	77	0,2	5,0
La Mitis (9)	1 806	3 232	5,1	81	85	0,2	5,3
Rimouski-Neigette (10)	5 437	8 952	12,2	168	175	0,4	12,6
Les Basques (11)	712	1 284	2,0	23	25	0,1	2,0
Rivière-du-Loup (12)	3 411	5 908	8,3	119	122	0,3	8,6
Témiscouata (13)	1 757	3 232	5,1	68	72	0,2	5,3
Kamouraska (14)	2 017	3 605	5,3	59	65	0,2	5,5
Total	18 797	32 333	47,4	668	692	1,7	49,1
Saguenay-Lac-Saint-Jean							
Le Domaine-Du-Roy (91)	3 147	5 583	8,2	107	105	0,3	8,5
Maria-Chapelaine (92)	2 450	4 484	6,6	97	94	0,2	6,8
Lac-Saint-Jean-Est (93)	5 457	9 560	13,4	231	240	0,6	14,0
Saguenay (941)	14 314	23 497	32,3	568	566	1,4	33,6
Le Fjord-du-Saguenay (942)	2 310	4 178	5,8	69	72	0,2	6,0
Total	27 678	47 302	66,3	1 072	1 076	2,6	68,9
Capitale-Nationale							
Charlevoix-Est (15)	1 484	2 499	3,7	59	57	0,1	3,8
Charlevoix (16)	1 126	1 975	2,7	43	49	0,1	2,8
L'Île-d'Orléans (20)	623	1 077	1,3	20	19	0,0	1,3
La Côte-de-Beaupré (21)	3 053	5 137	6,3	91	93	0,2	6,6
La Jacques-Cartier (22)	5 814	9 996	11,3	183	178	0,4	11,7
Québec (23)	53 955	86 657	115,2	1 842	1 840	4,5	119,7
Portneuf (34)	5 518	9 219	12,5	162	174	0,4	12,9
Total	71 573	116 559	153,0	2 400	2 408	5,9	158,9
Mauricie							
Mékinac (35)	971	1 685	2,7	29	32	0,1	2,8
Shawinigan (36)	4 170	6 732	11,2	183	185	0,5	11,7
Maskinongé (51)	3 435	5 840	9,1	109	116	0,3	9,4
La Tuque (90)	1 637	3 082	5,2	45	45	0,1	5,3
Trois-Rivières (371)	12 651	20 490	31,0	476	495	1,2	32,3
Les Chenaux (372)	1 839	3 236	4,8	78	79	0,2	5,0
Total	24 703	41 063	64,1	920	951	2,3	66,5
Estrie							
Le Granit (30)	2 067	3 851	6,0	75	79	0,2	6,2
Les Sources (40)	1 385	2 568	4,4	58	64	0,2	4,5
Le Haut-Saint-Francois (41)	2 328	4 213	6,7	104	109	0,3	7,0
Le Val-Saint-Francois (42)	3 274	5 758	8,3	132	136	0,3	8,6
Sherbrooke (43)	16 912	28 381	41,2	732	763	1,9	43,1
Coaticook (44)	1 987	3 695	5,8	78	91	0,2	6,0
Memphrémagog (45)	4 710	8 035	12,3	206	205	0,5	12,8
Total	32 663	56 500	84,6	1 385	1 447	3,5	88,1
Montréal							
Montréal (66)	193 509	327 776	524,2	7 541	8 031	19,7	543,9

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

Tableau 27 (suite) Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2014 et des sommes totales versées en 2014

Région	Paiement de soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées M\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	
Outaouais							
Papineau (80)	2 022	3 431	5,6	77	81	0,2	5,8
Gatineau (81)	30 905	51 114	71,2	1 030	1 045	2,6	73,8
Les Collines-de-l'Outaouais (82)	5 633	9 712	11,7	186	188	0,5	12,2
La Vallée-de-la-Gatineau (83)	2 024	3 343	6,1	79	79	0,2	6,2
Pontiac (84)	1 363	2 430	4,0	73	75	0,2	4,2
Total	41 947	70 029	98,6	1 445	1 468	3,6	102,3
Abitibi-Témiscamingue							
Témiscamingue (85)	1 753	3 153	4,7	63	66	0,2	4,9
Rouyn-Noranda (86)	4 515	7 627	9,8	147	144	0,3	10,2
Abitibi-Ouest (87)	2 141	3 889	5,3	73	75	0,2	5,5
Abitibi (88)	2 716	4 866	6,6	73	74	0,2	6,8
La Vallée-de-l'Or (89)	4 766	8 333	11,4	169	171	0,4	11,8
Total	15 891	27 867	37,8	525	530	1,3	39,1
Côte-Nord							
La Haute-Côte-Nord (95)	1 022	1 707	2,6	41	43	0,1	2,7
Manicouagan (96)	3 396	5 509	7,8	144	143	0,4	8,2
Sept-Rivières (971)	4 233	7 230	9,6	137	143	0,4	10,0
Caniapiscou (972)	560	1 019	1,4	15	15	0,0	1,5
Minganie (981)	794	1 367	1,9	18	18	0,0	2,0
Golfe-du-Saint-Laurent (982)	618	1 077	1,9	16	17	0,0	1,9
Total	10 623	17 907	25,3	371	378	0,9	26,2
Nord-du-Québec							
Jamésie (991)	1 614	2 771	3,7	56	54	0,1	3,8
Kativik (992)	2 020	4 252	7,2	42	43	0,1	7,4
Eeyou Istchee (993)	2 682	6 066	10,2	79	83	0,2	10,4
Total	6 316	13 088	21,1	177	180	0,5	21,5
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine							
Les Îles-de-la-Madeleine (1)	1 133	1 666	2,5	41	40	0,1	2,6
Le Rocher-Percé (2)	1 550	2 308	4,2	61	61	0,1	4,3
La Côte-de-Gaspé (3)	1 669	2 599	3,8	55	55	0,1	3,9
La Haute-Gaspésie (4)	1 003	1 573	2,7	37	42	0,1	2,8
Bonaventure (5)	1 615	2 624	4,1	66	69	0,2	4,3
Avignon (6)	1 518	2 583	4,4	56	56	0,1	4,5
Total	8 488	13 351	21,8	316	323	0,8	22,6
Chaudière-Appalaches							
L'Islet (17)	1 579	2 850	4,3	63	66	0,2	4,5
Montmagny (18)	2 065	3 599	5,4	80	82	0,2	5,6
Bellechasse (19)	3 554	6 391	9,5	161	165	0,4	10,0
La Nouvelle-Beauce (26)	4 313	7 722	10,1	158	160	0,4	10,5
Robert-Cliche (27)	2 046	3 839	5,6	75	72	0,2	5,8
Les Etchemins (28)	1 480	2 725	4,5	59	66	0,2	4,7
Beauce-Sartigan (29)	5 747	10 192	14,2	231	242	0,6	14,7
Les Appalaches (31)	3 770	6 571	10,1	103	106	0,3	10,4
Lotbinière (33)	3 443	6 164	8,8	108	113	0,3	9,1
Lévis (251)	16 506	27 643	32,6	571	569	1,4	34,0
Total	44 503	77 695	105,2	1 609	1 639	4,0	109,2
Laval							
Laval (65)	48 076	82 638	114,8	1 925	2 010	4,8	119,6

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

Tableau 27 (suite) Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2014 et des sommes totales versées en 2014

Région	Paiement de soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées M\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	
Lanaudière							
D'Autray (52)	4 367	7 471	11,9	218	232	0,6	12,4
L'Assomption (60)	14 548	24 242	32,8	653	682	1,7	34,4
Joliette (61)	6 359	10 556	17,3	261	273	0,7	18,1
Matawinie (62)	4 877	8 438	13,4	237	240	0,5	13,9
Montcalm (63)	6 109	10 479	16,7	294	306	0,7	17,4
Les Moulins (64)	20 583	35 017	45,7	924	958	2,3	48,0
Total	56 843	96 202	137,7	2 587	2 689	6,5	144,2
Laurentides							
Deux-Montagnes (72)	11 836	19 690	26,8	538	563	1,4	28,2
Thérèse-De Blainville (73)	18 902	32 376	41,7	780	792	1,9	43,6
Mirabel (74)	6 932	11 655	15,1	270	281	0,7	15,8
La Rivière-du-Nord (75)	13 933	22 887	33,6	566	566	1,4	35,0
Argenteuil (76)	3 079	5 051	8,5	141	146	0,4	8,9
Les Pays-d'en-Haut (77)	3 336	5 304	8,2	108	106	0,3	8,5
Les Laurentides (78)	4 167	6 659	11,1	157	157	0,4	11,5
Antoine-Labelle (79)	3 168	5 165	8,6	130	136	0,3	9,0
Total	65 353	108 787	153,7	2 690	2 745	6,7	160,4
Montérégie							
Brome-Missisquoi (46)	5 689	10 059	15,1	248	266	0,6	15,7
La Haute-Yamaska (47)	9 498	16 309	24,3	516	532	1,3	25,6
Acton (48)	1 684	3 025	4,9	96	104	0,3	5,1
Pierre-De Saurel (53)	4 392	7 266	10,7	240	248	0,6	11,3
Les Maskoutains (54)	9 307	16 165	23,9	476	494	1,2	25,2
Rouville (55)	4 188	7 216	10,2	159	170	0,5	10,7
Le Haut-Richelieu (56)	12 968	21 615	31,0	564	609	1,5	32,4
La Vallée-du-Richelieu (57)	15 458	26 120	30,2	631	637	1,5	31,7
Longueuil (58)	43 513	71 965	100,7	1 826	1 882	4,6	105,3
Lajemmerais (59)	9 911	16 624	19,5	391	393	1,0	20,5
Rousillon (67)	21 995	37 138	48,6	997	1 033	2,5	51,2
Les Jardins-de-Napierville (68)	3 101	5 505	8,0	143	148	0,4	8,4
Le Haut-Saint-Laurent (69)	2 507	4 443	7,6	127	144	0,3	7,9
Beauharnois-Salaberry (70)	6 231	10 149	16,1	284	303	0,7	16,8
Vaudreuil-Soulanges (71)	18 295	31 493	39,4	653	685	1,7	41,0
Total	168 737	285 089	390,2	7 351	7 644	18,5	408,7
Centre-du-Québec							
L'Érable (32)	2 428	4 417	6,7	97	98	0,2	7,0
Bécancour (38)	2 061	3 646	5,5	83	91	0,2	5,6
Arthabaska (39)	7 671	13 479	20,0	245	247	0,6	20,6
Drummond (49)	11 415	19 609	29,8	438	435	1,1	30,9
Nicolet-Yamaska (50)	2 312	4 091	6,4	83	84	0,2	6,6
Total	25 887	45 241	68,4	946	954	2,3	70,7
Total hors du Québec	816	1 399	1,4	14	14	0,0	1,4
Grand total	862 403	1 460 821	2 115,5	33 942	35 177	85,8	2 201,3

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.